

# Benkadi au Bénin: L'ONG JVE Bénin renforce les capacités des jeunes et des femmes de Grand-Popo et d'Athiémè

*Les 11 et 12 juin 2024, les communes de Grand-Popo et d'Athiémè ont accueilli des ateliers de renforcement des capacités axés sur les stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), la gouvernance participative, le lobbying et le plaidoyer. Ces événements, organisés dans le cadre du programme BENKADI par l'ONG JVE Bénin, ont rassemblé des acteurs clés, notamment du secteur privé, avec un accent particulier sur l'inclusion des jeunes et des femmes.*

À Grand-Popo, l'atelier s'est tenu dans la salle de l'arrondissement, inauguré par Madame YEBE H. B. Cyrillia, secrétaire exécutive de la mairie. L'atelier a réuni 17 participants, dont 6 femmes (35%) et 11 jeunes (65%). Sous la direction de M. AVOCE Yves, les participants ont exploré des modules visant à maximiser l'utilisation durable des ressources naturelles. Les discussions ont été riches et fructueuses, avec des échanges d'idées et de solutions pour relever les défis climatiques locaux. Les travaux de groupes et les plénières ont permis de révéler des bonnes pratiques locales d'AbE et des propositions concrètes d'initiatives d'AbE à mettre en œuvre au niveau communal.

Pour marquer l'engagement des acteurs communaux formés pour la mise en œuvre et le suivi d'initiatives d'AbE au niveau communal, une Plateforme Locale Multi-Acteurs de soutien aux initiatives d'AbE (PLMA-AbE) a été mise en place, accompagnée d'une charte qui guidera les actions de la plateforme. Un comité de pilotage inclusif, intégrant

femmes et jeunes, a également été créé pour coordonner et superviser les actions de la PLMA-AbE.

À Athiémè, l'atelier a eu lieu à l'arrondissement, réunissant 17 participants, dont 7 femmes (41%) et 13 jeunes (76%). Sous la direction de M. KAKPO Jules Mozert, les participants ont également exploré des modules pour une utilisation durable des ressources naturelles. Les échanges ont permis de partager des expériences et de développer des solutions adaptées aux réalités locales.

Une PLMA-AbE a également été mise en place à Athiémè avec une charte et un comité de pilotage inclusif pour superviser les initiatives.

Pour Émilienne AYATE l'une des participantes et trésorière du comité mis en place, l'atelier a permis de mieux comprendre les enjeux climatiques et de découvrir des stratégies efficaces pour y faire face. Tout comme Emilienne, Josué SOSSAMINOU, participant, affirme que : « Les sessions sur le lobbying et le plaidoyer étaient particulièrement instructives. Nous avons maintenant les outils nécessaires pour influencer positivement les politiques locales en faveur de l'environnement. »

A Athiémé, Chantal ÉliAIKPE, participante et nommée vice-présidente du comité de pilotage de la plateforme : « Cet atelier a été une opportunité unique pour nous de mieux comprendre et d'adopter des pratiques durables. La création de la plateforme nous permet désormais de coordonner nos actions et de suivre les progrès de manière structurée. »

Les ateliers ont renforcé les compétences des participants, et ont permis de jeter les bases d'une coopération durable dans la lutte contre les impacts du changement climatique.

**Megan Valère SOSSOU**

---

# Formulation de la stratégie LT-LEDS du Tchad selon l'article 4.19 de l'Accord de Paris: l'expertise du Dr ATCHADE Assouhan Jonas

*Le Tchad s'engage dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) avec une stratégie ambitieuse. Un atelier de consultation des parties prenantes s'est tenu à l'hôtel de l'Amitié à N'Djamena du 19 au 20 juin 2024, marquant le lancement du processus d'élaboration de la Stratégie à Long Terme de Développement (LT-LEDS) du pays.*



## *Rencontre avec les parties prenantes*

Cet atelier visait à informer et former les experts sectoriels et autres participants sur le processus de conception de cet outil crucial pour le développement durable. L'événement a suscité un grand intérêt, tant au niveau national qu'international, pour sa capacité à mobiliser des ressources destinées à la réduction des émissions dans les secteurs clés tels que l'énergie, la foresterie, l'agriculture et les déchets. Il vise également à renforcer la résilience des communautés tchadiennes à l'horizon 2050.

Avec cette initiative, le Tchad devient le premier pays d'Afrique Centrale à mettre en œuvre l'article 4.19 de l'Accord de Paris. Cet article invite les pays signataires à élaborer et soumettre leurs Stratégies de Faible Émission de gaz à effet de serre (LT-LEDS) au secrétariat de la Convention

sur le Climat, tout en tenant compte du principe de responsabilité commune mais différenciée et des circonstances nationales respectives.

Dr. Jonas Assouhan Atchadé, consultant international mandaté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Tchad), a joué un rôle clé dans la planification et l'animation de cet atelier. Il a présenté trois communications majeures portant sur le processus de formulation de la stratégie LT-LEDS, l'intégration du genre dans ce processus, et la conception d'une feuille de route/méthodologie détaillant la trajectoire à suivre pour aboutir à la stratégie finale.

Cet atelier a été rendu possible grâce aux efforts concertés de l'équipe du PNUD Tchad, principal partenaire technique et financier, et de la coordination nationale qui ont travaillé sans relâche pendant des mois pour assurer sa réalisation.

Le Tchad, par cette initiative, montre l'exemple en Afrique Centrale et réaffirme sa détermination à contribuer activement à la lutte contre le changement climatique, tout en œuvrant pour un développement durable et inclusif de ses communautés.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Lois sur la santé sexuelle et la planification familiale en**

# Afrique de l'Ouest et du Centre: Des experts plaident pour une mise en application effective

*Le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN) a tenu un webinaire le mercredi 22 mai 2024, portant sur l'adoption et l'application des lois concernant la santé sexuelle et la planification familiale en Afrique de l'Ouest et du Centre. Trois experts en santé sexuelle et reproductive ont conduit cette discussion en ligne, réunissant une centaine de journalistes venus de tout le continent.*

Malgré l'adoption de lois sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, leur application reste insuffisante. C'est cette réalité préoccupante qui a poussé REMAPSEN à organiser ce webinaire sous le thème : « L'adoption et l'application des lois sur la santé sexuelle/la planification familiale en Afrique de l'Ouest et du Centre, où en sommes-nous ? ». Les échanges ont été modérés par Boureima Sanga et Bamba Youssouf, membres éminents du conseil d'administration du réseau.

Dr Chilanga Asmani, conseiller régional en politique de planification familiale au bureau régional de l'UNFPA, a ouvert les débats en soulignant l'importance de la santé sexuelle comme état de bien-être physique, mental et social. Il a rappelé que divers éléments tels que l'éducation à la santé sexuelle et reproductive, l'accès aux méthodes contraceptives, les soins prénataux et les services d'avortement sécurisé, sont essentiels pour atteindre ce bien-être. Selon lui, 44 pays africains ont souscrit au protocole de Maputo, mais beaucoup n'ont pas encore de lois spécifiques

ou de décrets d'application pour renforcer ces engagements.

### **Des progrès mais encore des défis**

Dr Djénébou Diallo, de l'Unité de coordination du Partenariat de Ouagadougou, a fait état des efforts pour accroître l'utilisation de la planification familiale, avec un objectif ambitieux de passer de 6,5 millions à 13 millions d'utilisatrices d'ici 2030. Cependant, elle a souligné que sur les neuf pays du partenariat, seuls huit disposent de lois sur la SSR et que l'absence de décrets d'application complique leur mise en œuvre. En Mauritanie, par exemple, malgré l'existence de ces lois, leur vulgarisation reste un défi majeur.

### **La Côte d'Ivoire à la traîne**

Pr Tia Mélanie, présidente de l'ONG Women in Global Health en Côte d'Ivoire, a mis en lumière les difficultés rencontrées dans son pays, le seul du Partenariat de Ouagadougou à ne pas encore posséder de loi SSR. Les obstacles incluent des points sensibles tels que l'avortement sécurisé et l'âge minimum pour accéder à la planification familiale. Les statistiques alarmantes, comme un taux de mortalité maternelle de 347 pour 100 000 naissances et 33 % de mariages précoces, plaident en faveur d'une adoption rapide de cette loi. Pr Mélanie a réitéré l'engagement de son ONG à mener des campagnes d'information et des plaidoyers auprès des leaders communautaires pour accélérer ce processus.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# 77e Assemblée Mondiale de la Santé : Le Cerrhud donne des nouvelles de Genève

*La 77e Assemblée mondiale de la santé (WHA77), qui se tient Genève du 27 mai au 1er juin présente de grands enjeux. Fulbert Adjimèhossou, représentant le Centre de recherche en reproduction humaine et en démographie (Cerrhud) dévoile quelques points.*



## **Le Cerrhud prend part à WHA77 à Genève. Pourquoi ?**

Ce n'est pas la première fois que le Cerrhud participe à l'Assemblée mondiale de la Santé. Nous y étions l'année dernière par le biais du Directeur exécutif, Dr Jean-Paul Dossou. Elle réunit chaque année des délégués de tous les États membres pour convenir des priorités et des objectifs de l'Organisation mondiale de la santé. C'est aussi une tribune pour rendre compte des travaux entrepris dans des domaines définis, évaluer les accomplissements et convenir de stratégies pour combler les lacunes. Cette année, l'Assemblée a pour thème « All for Health, Health for All », c'est-à-dire « Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tous ».

Comme vous le savez, la quasi-totalité des projets de recherche et d'intervention mis en œuvre par le Cerrhud visent l'accès de tous à la santé. C'est le cas du projet Health for All (H4A), une initiative multipartite qui réunit plusieurs structures au Bénin et en Belgique. L'objectif est d'améliorer l'utilisation des services de santé maternelle et néonatale de qualité dans le département du Borgou, en particulier dans deux zones (Parakou-N'Dali et Tchaourou) ainsi que dans les communes de Porto-Novo et d'Abomey-Calavi.

**Vous y étiez déjà deux jours avant le démarrage. Quelle est**

## **L'ambiance à Genève ?**

Effectivement, nous avons fait le déplacement quelques jours plus tôt pour participer à des activités de la société civile et être présents à l'événement \\ \ »Walk the Talk\\ \ ». Cette activité, à laquelle nous avons pris part le 26 mai 2024, a réuni 8000 participants qui ont couru, marché ou se sont déplacés en fauteuil roulant sur des parcours de 3 km et de 4,2 km. Dans cette vague bleue, nous étions là pour échanger, établir et renforcer des partenariats. Collaborer avec les acteurs de la santé mondiale est crucial pour amplifier l'impact de nos travaux et explorer de nouvelles avenues de recherche et de développement. Déjà le samedi, nous avons assisté à une rencontre de la société civile pour réfléchir sur des questions fondamentales.

Les échanges ont eu lieu autour du thème : « World in flames : civil society lost in the impotence of international law ». Avec le démarrage de l'Assemblée mondiale de la santé, nous avons poursuivi dans la même dynamique. Je peux vous assurer que l'enthousiasme et l'engagement des participants étaient palpables, avec une volonté d'avoir des décisions fortes de promouvoir la santé et le bien-être pour tous.

## **La WHA77 prend fin ce samedi. À quoi devra-t-on s'attendre ?**

À Genève, se dessine l'avenir de la santé mondiale. Il y a eu des progrès ces dernières années dans l'élaboration d'un accord sur les pandémies et dans le renforcement du Règlement sanitaire international (RSI (2005)). Les délégués travaillent à faire avancer ces deux processus qui visent à préparer les pays à faire face aux futures menaces pandémiques. Il y a une volonté de faire des pas en avant. Nous avons besoin d'un accord mondial sur les pandémies, fondé sur les principes d'équité, de souveraineté, de prévention, de préparation et de riposte, pour protéger les générations futures contre les pandémies qui ne manqueront pas de se produire. Il nous faut aussi ce Règlement sanitaire international renforcé pour

assurer la sécurité sanitaire mondiale.

L'Assemblée se poursuit avec des travaux en commission. Une table ronde stratégique est prévue ce vendredi sur la résistance aux antimicrobiens. Cependant, les accords seuls ne suffisent pas à créer un changement. Pour continuer à être le gardien de la rigueur scientifique en matière de santé et être efficace dans l'assistance et l'orientation des pays, l'OMS a besoin de ressources suffisantes, surtout dans un contexte de préoccupations climatiques croissantes, de menaces pandémiques et de géopolitique de plus en plus turbulente.

Il y a aussi un besoin de cycle d'investissement durable capable d'aider à prévenir les maladies, à élargir l'accès aux soins de santé et à coordonner la réponse mondiale à un nombre croissant d'urgences sanitaires causées par la guerre, les épidémies et les catastrophes naturelles. Cette même pression est présente au niveau national. Il faut continuer à produire des données probantes pour éclairer les décideurs à tous les niveaux et construire des systèmes de santé résilients. Il faut des données, mais aussi des financements flexibles.

---

## **Bénin : 350Africa.org honore les héros communautaires des énergies renouvelables**

*À l'occasion de la Semaine de l'Afrique, 350Africa.org a mobilisé les communautés pour célébrer les héros locaux des énergies renouvelables à travers les prix AfrikaVuka. Au Bénin cet événement a été célébré dans la matinée de ce vendredi 31 mai 2024 à l'American Corner de l'Université d'Abomey-Calavi.*



### *Remise de trophée*

L'événement selon Christian Hounkannou, Coordonnateur Afrique Francophone 350.org, consiste à remettre des prix aux lauréats gagnants de l'initiative pour récompenser les acteurs qui ont œuvré pour la promotion des énergies renouvelables, en développant ou en soutenant des projets communautaires sur le continent.

Le processus de sélection a commencé par une phase de nomination publique, au cours de laquelle les membres du public ont identifié des acteurs clés. Un comité a ensuite présélectionné les candidats les plus remarquables. Les lauréats se sont distingués par leur contribution à l'accès à une énergie durable, équitable et abordable en Afrique. Dix personnes et organisations ont été honorées, représentant sept catégories et provenant de dix différents pays dont le Bénin.



### **Des acteurs communautaires du Bénin distingués**

Une personne et une organisation ont été récompensées au Bénin pour leurs contributions remarquables dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit de Antoine Mahutin Salako, technicien supérieur en énergie renouvelable et système énergétique dans la catégorie Solar Orisha, et du Cercle des Grands Pionniers (CGP). Dans la catégorie des Eco-Enablers

Antoine Mahutin Salako a été distingué pour son initiative de distribution de kits solaires dans les zones reculées, améliorant ainsi l'accès à l'énergie à travers tout le Bénin. De son côté, le Cercle des Grands Pionniers a fourni des services de dépannage et d'installation d'énergies renouvelables décentralisées et abordables, grâce à des compétences techniques spécifiques.

Antoine Salako a exprimé sa joie : « *Je suis content d'avoir reçu ce trophée. Je vais mettre les bouchées doubles pour*

*dépasser le niveau actuel. » Mathias Kpetehoto du CGP a également partagé son émotion : « Je suis très ému car nos efforts ont été reconnus par 350.org. Notre projet a mis en lumière les personnes sans voix qui, bien qu'elles soient dans l'obscurité, font beaucoup d'efforts pour s'en sortir grâce au dépannage et au montage des équipements d'énergie solaire. »*

Tout comme au Bénin, plusieurs personnes et organisations ont été honorées au Cameroun, au Sénégal, en Ouganda, au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud.



Cette cérémonie a également été l'occasion de partager le Kit Our Own Power. Christian Hounkannou a profité de l'événement pour rappeler aux jeunes participants les opportunités de renforcement des capacités en matière de plaidoyer, de mobilisation, d'engagement et de recherche de financement en utilisant cet outil.

*« Nous avons le pouvoir d'exiger de nos décideurs la promotion, le développement et le financement des énergies renouvelables. »*

Pour Christian Hounkannou, 350.org développe une nouvelle stratégie pour promouvoir les solutions climatiques, la technologie et la finance climatique. Il entend continuer à mobiliser, plaider et engager pour la promotion des énergies renouvelables. Tout en encourageant les jeunes à rejoindre le mouvement 350.org, Christian Hounkannou invite les jeunes à se tourner vers les formations et métiers du secteur des énergies renouvelables.

Ainsi, l'édition 2024 de la Semaine de l'Afrique a été marquée au Bénin par cette activité de partage, de coworking et de reconnaissance des champions de l'énergie renouvelable.

**Megan Valère SOSSOU**

## **L'appel à l'action de Landry Ninteretse, Directeur régional de 350Africa.org**

*« Ces prix mettent en lumière le mouvement croissant en faveur des énergies renouvelables qui s'enracine en Afrique sous l'impulsion des populations. Les communautés rejettent activement les combustibles fossiles et adoptent le développement de systèmes d'énergie renouvelable sûrs, fiables et décentralisés. Grâce aux efforts concertés de toutes les parties prenantes, un avenir alimenté par les énergies renouvelables, avec un accès universel à l'énergie propre, est à portée de main. L'Afrique peut contribuer de manière significative à l'objectif mondial de tripler la capacité des énergies renouvelables si les gouvernements et les institutions financières accordent la priorité aux initiatives en matière d'énergies renouvelables et fournissent le financement nécessaire pour soutenir le développement des énergies renouvelables et une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles. Pour faire face à la crise climatique et répondre à nos besoins énergétiques en Afrique, il faut investir massivement dans les énergies renouvelables et mettre en place un cadre réglementaire favorable. »*

---

## **Atelier de Finalisation de la Stratégie LT-LEDS de**

# Madagascar : Dr. ATCHADE Assouhan Jonas outille les parties prenantes Malgaches

*Le processus d'élaboration de la Stratégie à Long Terme de Développement à Faible Émission de Gaz à Effet de Serre (LT-LEDS) de Madagascar touche à sa fin. Dans ce cadre, un atelier de finalisation, organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec le gouvernement malgache via le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, s'est tenu du mercredi 10 au jeudi 11 juillet 2024 à Antananarivo.*



## **Dr. ATCHADE Assouhan Jonas**

Dr. ATCHADE Assouhan Jonas, consultant international recruté par le PNUD, a dirigé avec brio cette phase importante de la finalisation du processus. Durant ces deux jours, il a outillé les parties prenantes des secteurs clés tels que l'énergie, le transport, la foresterie, l'agriculture, l'industrie et la gestion des déchets. L'objectif était de construire des scénarios sectoriels et de proposer différentes options et actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au sein de chaque secteur.

Le travail de Dr. Jonas ne s'est pas limité à la simple proposition de mesures. Il a également soutenu la partie nationale dans la définition de trajectoires de décarbonisation à l'horizon 2050, conformément à l'article 4.19 de l'Accord de Paris dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Cet atelier a mis en lumière la volonté et la grande motivation de Madagascar à adopter de nouveaux modèles de

développement sobres en carbone et résilients aux aléas climatiques. L'objectif ultime est d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Avec l'accomplissement de cette étape décisive, Madagascar se prépare désormais à organiser l'atelier de validation, actuellement en cours de planification. Une fois cette étape franchie, le pays rejoindra le cercle des nations ayant finalisé leur stratégie LT-LEDS, témoignant son engagement à lutter efficacement contre le changement climatique.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Stratégies AbE, gouvernance participative, lobbying et plaidoyer : Les acteurs privés formés à Malanville et à Karimama**

*Les communes de Malanville et Karimama ont respectivement accueilli des ateliers de renforcement des capacités destinés aux acteurs privés les 28 et 30 mai 2024. Organisés par l'ONG SOS SAVANE, partenaire de mise en œuvre du programme BENKADI dans le département de l'Alibori, ces ateliers avaient pour objectif de renforcer et d'harmoniser les compétences des acteurs communaux, notamment ceux du secteur privé, autour des stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), de la gouvernance participative, ainsi que du lobbying et du plaidoyer.*

Ces sessions de formation ont réuni 50 participants, parmi lesquels 34 jeunes et 24 femmes, appartenant à dix associations locales. Les thèmes abordés ont permis de combler des lacunes de connaissances et de renforcer certaines pratiques endogènes des communautés locales.

À l'issue de ces ateliers, les résultats obtenus sont prometteurs. Les participants ont été encouragés à vulgariser les acquis pour favoriser un changement de pratiques collectif au niveau communautaire. Pour ceux rencontrés, les stratégies AbE constituent un excellent moyen d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques. Ils ont appris à organiser et à adresser des plaidoyers auprès des autorités compétentes afin d'inclure les stratégies AbE et d'autres mesures dans les politiques d'intervention.

Les participants ont également fait le point sur les notions acquises et certains ont exposé les actions qu'ils menaient déjà sur le terrain. Un rappel leur a été fait sur les causes et conséquences des changements climatiques sur la biodiversité, l'agriculture, les ressources en eau et le bien-être des communautés vulnérables. Tous se sont accordés sur la nécessité de s'adapter en se basant sur les écosystèmes dans divers secteurs d'activité tels que l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et la transformation.

Des stratégies AbE, proposées dans les Plans de Développement Communal 4, ont été présentées aux participants dans les domaines de la pêche, de la pisciculture, de l'élevage, de la foresterie et de l'agriculture. Rappelons que l'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) est une stratégie qui s'appuie sur les solutions fondées sur la nature et sur les services écosystémiques pour faire face aux changements climatiques.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Des insuffisances rénales chroniques seraient liées au réchauffement climatique

*[Une étude récente](#) menée au Brésil révèle une corrélation inquiétante entre l'insuffisance rénale chronique d'origine indéterminée et l'exposition à des températures extrêmes. Cette maladie, qui affecte de nombreuses régions tropicales, pourrait être un symptôme du réchauffement climatique mondial.*



## *Climat et Santé*

Identifiée pour la première fois dans les années 1990 en Amérique du Sud, au Sri Lanka et en Inde, cette affection mystérieuse a été nommée «insuffisance rénale chronique d'origine indéterminée» en raison de la difficulté à en déterminer la cause précise. Selon un rapport de Le Temps, certains scientifiques ont avancé l'hypothèse d'un lien avec le réchauffement climatique.

Cette hypothèse se voit aujourd'hui renforcée par une nouvelle étude publiée dans The Lancet Regional Health Americas. L'étude analyse les admissions à l'hôpital entre 2000 et 2015 dans 1 816 villes brésiliennes. Sur 2 726 886 hospitalisations pour des maladies rénales durant cette période, plus de 202 000 cas seraient attribuables au réchauffement climatique.

## **Progression des hospitalisations**

«Chaque hausse mondiale de 1 °C des températures ambiantes semble provoquer une augmentation correspondante des

hospitalisations liées à cette nouvelle affection dans les régions tropicales » », rapporte Le Temps. Le phénomène a été initialement observé au début des années 2000 au Salvador, au Sri Lanka et en Inde. Les personnes touchées n'ont pas de facteurs de risque connus, mais partagent un point commun : elles travaillent en plein air dans des régions où les températures moyennes ont fortement augmenté au cours des cinquante dernières années.

L'équipe de chercheurs brésiliens conclut que l'exposition répétée à des températures extrêmes peut causer, par déshydratation, des épisodes d'insuffisance rénale aiguë susceptibles de provoquer à leur tour l'apparition d'une maladie chronique ».

Cependant, une autre hypothèse est également envisagée par certains scientifiques : la contamination de l'eau par un polluant. L'hypothèse d'un double effet causal n'est donc pas exclue », souligne le quotidien suisse.

## **Impacts dans les pays tempérés**

Les épisodes d'insuffisance rénale aiguë liés au climat pourraient également toucher les pays aux climats plus tempérés. Pierre-Yves Martin, professeur honoraire à la faculté de médecine de l'université de Genève, rappelle que lors de la canicule de 2003, des études ont démontré une augmentation de 27 % du nombre de personnes nécessitant temporairement des dialyses.

Ces découvertes soulignent l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique et de trouver des solutions pour protéger les populations les plus vulnérables, particulièrement dans les régions tropicales où les températures continuent de grimper.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Dialogue sur la gouvernance environnementale et climatique : Les parlementaires s'engagent avec Benkadi

*Du 3 au 4 juillet 2024, s'est tenu à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo un dialogue politique entre le Réseau des parlementaires béninois pour l'eau, l'assainissement, le climat et le développement durable et le projet Benkadi au Bénin. Au terme des échanges, l'honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, au nom du réseau, Monsieur Ernest Comlan Pédro, Secrétaire Permanent de la PASCiB, et Monsieur Juriph Tokpo, Conseiller Technique et Juridique du MCVT, ont signé le communiqué final sanctionnant les travaux et précisant l'engagement total des parlementaires à accompagner le projet Benkadi pour une meilleure gouvernance environnementale et climatique au Bénin.*



*Vue d'ensemble*

« Les députés membres du réseau des parlementaires sur les questions de climat et d'assainissement, à travers le présent communiqué final, expriment leur total appui à la PASCiB et au projet Benkadi pour que les politiques publiques soient inclusives et mises en œuvre pour le renforcement de la résilience des populations vulnérables aux changements climatiques en République du Bénin. » Telle est la conclusion du communiqué final ayant sanctionné les travaux.

Les parlementaires, après avoir écouté les communications sur les forces et faiblesses du cadre juridique en matière d'environnement et de changement climatique au Bénin, ont remercié la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) pour le travail accompli à travers le projet Benkadi.

Les députés ont constaté que les communautés continuent de subir les affres du changement climatique, qui se traduisent par les inondations, la déforestation, l'érosion côtière et les variations climatiques extrêmes, avec des répercussions directes sur nos écosystèmes, notre agriculture, notre économie et le bien-être de nos populations.

Ils se sont félicités de l'engagement de la PASCiB pour un dialogue constructif avec les acteurs étatiques et les partenaires techniques et financiers sur les politiques macro-économiques et sectorielles orientées vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Ils ont ensuite exprimé leur engagement à contribuer à toute amélioration du cadre juridique et réglementaire en lien avec les changements climatiques et à toute action de sensibilisation et d'implication des communautés pour l'amélioration de leur résilience.

L'atelier a été présidé par l'honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, député à l'Assemblée Nationale et Vice-Coordonnateur du Réseau des parlementaires béninois pour l'eau, l'assainissement, le climat et le développement durable. Il a insisté sur l'entière disponibilité du Parlement à accompagner le projet Benkadi pour améliorer les textes en vigueur.



*De gauche à droite, le DC/ Maep, le député et le Secrétaire Permanent de la PASCiB à l'ouverture*

Pour le Secrétaire Permanent de la PASCiB, Dr. Ernest Comlan PEDRO, la présence massive des députés au dialogue témoigne de l'engagement partagé à relever l'un des défis les plus

pressants de notre époque : la lutte contre les effets néfastes du changement climatique. Il a rappelé que les textes les plus importants adoptés ou ratifiés par le Bénin n'ont pas toujours reconnu expressément et de façon explicite l'implication active de la société civile, encore moins celle des couches vulnérables.

C'est pourquoi le dialogue revêt une importance capitale pour notre pays afin de préserver notre riche patrimoine naturel, mais aussi pour garantir un avenir durable pour les générations futures. Dr. Pedro a remercié chaleureusement chacun des participants pour leur engagement et leur participation active à un dialogue fructueux. Il n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude aux partenaires : Woord an Daad et le Ministère Néerlandais des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas (MOFA), pour leur appui technique et financier.

Le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, associé à l'événement, Monsieur Aguêmon Dossa, a remercié les parlementaires pour leur présence malgré leurs multiples préoccupations. Pour lui, le Bénin, comme tous les pays de la planète, est confronté à des défis environnementaux et climatiques sans précédent. En tant que pays à vocation agricole, nous ressentons particulièrement les impacts de ces changements sur nos productions, nos rendements et nos moyens de subsistance.

Il est donc impératif que tous les décideurs politiques et responsables publics adoptent une approche proactive et collaborative pour renforcer la gouvernance environnementale. Cela passe par des politiques audacieuses, des réglementations claires et une mise en œuvre rigoureuse des mesures de protection de notre environnement. Ce dialogue avec les parlementaires est crucial, leur rôle législatif et de contrôle étant déterminant pour la réussite de notre mission commune, a déclaré le Directeur de Cabinet.

Il a souhaité que les lacunes et les opportunités dans nos

cadres législatifs et réglementaires soient identifiées et les capacités institutionnelles renforcées pour une mise en œuvre efficace des politiques environnementales afin de promouvoir la participation active des communautés locales dans la gestion de l'environnement.

Ensemble, nous devons construire un avenir où notre environnement est protégé, où notre agriculture est résiliente face aux aléas climatiques et où nos citoyens peuvent vivre en harmonie avec la nature, a conclu Monsieur Aguêmon Dossa.

Cell com / Benkadi

---

## **Lancement de l'initiative Empower West Africa par l'USAID : 73 millions de dollars pour une énergie durable en Afrique de l'Ouest**

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a annoncé avec enthousiasme le lancement de l'activité Empower West Africa (EWA), un nouveau contrat de 73 millions de dollars sous l'initiative Power Africa. Ce programme ambitieux s'appuie sur les succès du Programme énergétique de l'Afrique de l'Ouest (WAEP), initié en juillet 2019 et prévu pour se conclure en juillet 2024.



Power Africa, un partenariat mené par le gouvernement américain, mobilise les ressources conjointes des secteurs public et privé pour doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne. L'initiative EWA poursuivra cette mission en améliorant l'accès à des services d'électricité abordables, fiables, durables et modernes en Afrique de l'Ouest.

Le programme EWA s'est fixé des objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2029 :

- Établir six millions de nouvelles connexions directes au réseau et hors réseau.
- Conclure financièrement 2 500 mégawatts de nouvelle capacité de production d'énergie.
- Construire 1 500 kilomètres de nouvelles lignes de transmission.
- Vendre 40 000 dispositifs ou systèmes hors réseau à usage productif.
- Réduire, séquestrer ou éviter 14,4 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre grâce à des initiatives d'énergie propre.

### **Engagement avec des Parties Prenantes Diversifiées**

EWA s'engagera avec une gamme diversifiée de parties prenantes dans le secteur de l'énergie. Cela inclut les ministères du gouvernement, les services publics, les organismes de réglementation, les entreprises privées du secteur de l'énergie, les investisseurs, les organisations multilatérales, les institutions académiques et les organisations de la société civile. Cette approche holistique vise à éradiquer la pauvreté énergétique, accélérer la transition vers un avenir neutre en carbone, et stimuler l'investissement et l'innovation du secteur privé.

## **Contribution aux Objectifs de Power Africa**

EWA contribuera de manière significative aux objectifs globaux de Power Africa, qui visent à atteindre 30 000 mégawatts à la clôture financière et 60 millions de connexions d'ici 2030. En travaillant vers ces cibles ambitieuses, EWA aspire à transformer le paysage énergétique de l'Afrique de l'Ouest, favorisant ainsi un développement durable et une croissance économique.

Avec le lancement d'EWA, l'USAID et Power Africa réaffirment leur engagement à améliorer l'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest, ouvrant la voie à un avenir plus prospère et durable pour la région.

***Megan Valère SOSSOU***